

47^e session plénière de l'APCEMN
Intervention de M. Dominique BAERT

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Le moment de cette session n'est pas n'importe quel moment. C'est vrai pour les pays de la région de la mer Noire, ici réunis mais qui, nul ne peut le nier, connaissent une résurgence de tensions historiques, réprouvées grâce au développement des relations économiques et que l'on croyait endormies durablement.

Mais ce moment est aussi important pour nous en Europe de l'Ouest, puisque, vous le savez, alors que depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Europe s'était inlassablement construite par le développement de l'intégration, commerciale puis économique, puis monétaire, cette semaine, les Anglais ont voté majoritairement pour quitter l'Union européenne !

C'est un choc pour l'Europe, et nous n'en mesurons pas encore toutes les conséquences. Mais c'est surtout une double leçon.

D'abord pour constater que toute construction, même motivée par la paix, reste fragile. Et que si on veut faire vivre une zone de paix en accentuant les relations économiques, jamais il ne faut relâcher les efforts !

Car, et c'est la seconde leçon : c'est – mais est-ce un paradoxe – l'un des pays les moins intégrés à l'Europe qui veut la quitter. Le moins intégré, pas seulement parce que c'est une île, mais le moins intégré fiscalement, financièrement, monétairement, et sans doute le plus autonome commercialement et politiquement. Des leçons du *Brexit* anglais, on pourrait discuter pendant des heures. Mais je me contenterai de relever cette appréciation : **le défaut d'intégration peut provoquer la dislocation.**

Et, plus précisément, toute pause, tout ralentissement dans les efforts d'intégration entre des pays, surtout lorsqu'ils doivent dépasser des antagonismes historiques, peut ruiner non seulement les chances de

développement économique, de bien vivre ensemble, voire de préserver la paix.

Comment ne pas réfléchir à cette nouvelle leçon de l'histoire, ici, dans cette assemblée ?

Car, Mesdames et Messieurs, l'Assemblée parlementaire de la coopération économique de la mer Noire rassemble des parlements d'États appartenant à une zone stratégique sensible. Sa responsabilité, sa raison d'être sont donc d'œuvrer aux conditions d'un dialogue politique d'apaisement et d'une coopération économique mutuellement bénéfique, comme l'évoquait ce matin, en ouvrant cette séance, le Président Naryshkin.

C'est sans doute aussi à la communauté internationale de les y accompagner. Singulièrement, à l'Union européenne qui est à leur voisinage direct et dont certains États représentés ici sont membres.

Dans le cadre du « partenariat oriental », l'Union européenne a conclu des accords d'association ambitieux avec plusieurs États de la zone de la Mer noire : la Moldavie, la Géorgie, l'Ukraine. Mais aussi l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Force est de constater que cette politique n'a pas encore apporté tous les résultats attendus. Pourquoi ?

Sans doute l'Union a-t-elle sous-estimé certaines des racines politiques, nationales, identitaires, qui sont à l'œuvre dans la région et que seuls les gouvernements et les parlements, mandatés par leurs peuples, sont en mesure, et en responsabilité, d'appréhender.

Il y a un autre paramètre essentiel : comment l'Union européenne peut-elle reprendre, et renouveler, une relation politique stratégique avec la Russie ? Elle le peut, elle le doit et, comme le souhaite la France, elle le veut, dans la logique de la mise en œuvre équilibrée des accords de Minsk.

Il est dans l'intérêt de tous de retrouver les bases d'une coopération renouvelée.

La région de la mer Noire est depuis longtemps un acteur majeur dans le domaine de l'énergie, et, à ce titre, une zone économique et commerciale majeure, à l'heure où l'enjeu de la sécurité énergétique et de la diversification des sources d'approvisionnement gazier s'imposent dans un débat économique où ne sont pas absents rivalités et conflits.

Je conclurai en rappelant un épisode essentiel de l'histoire récente de mon pays et de l'Europe. En 1950, peu après la seconde guerre mondiale, l'Allemagne et la France, ennemis séculaires, ont eu l'audace et le courage, sans rien oublier des souffrances endurées, de se tourner vers l'avenir, celui de leurs jeunes, vers les conditions d'une nouvelle prospérité. Il y a là, dans les différends nombreux qui affectent certains États de la région, un exemple à suivre. Mais cela relève de l'impulsion politique des dirigeants eux-mêmes, sans laquelle les meilleures intentions des instances internationales resteront vaines.

Cela fait dix ans maintenant que je participe, aussi régulièrement que possible, à vos travaux, mais sans doute qu'à partir de l'année prochaine, élections obligent, je ne serai plus là. Alors, de ces dix ans, je mesure vos joies, vos enthousiasmes, la force aussi de vos tensions, mais j'ai surtout au cœur une conviction : ce qui différencie enrichit. **Vous êtes forts de vos différences si vous voulez bien affirmer votre volonté de travailler ensemble.** Il faut tenir, il faut ne pas risquer de gâcher les efforts de toutes celles et de tous ceux qui ont fait votre Assemblée parlementaire.

Bon travail et longue vie à la PABSEC, et peut-être qu'un jour, soyons utopistes, il y aura une Assemblée parlementaire des Etats-Unis de la Mer Noire !

Je vous remercie pour votre attention.